

[AAA : le drame est-il celui qu'on croit ?](#)

Vendredi 13 janvier 2012 : la note de la France est dégradée à AA+.

Tous les économistes, politiques et médias parlent de cette décision comme d'un drame. Le réel drame n'est-il pas ailleurs ? Que signifie cette réaction générale de panique ? Chacun aurait-il intégré les règles financières actuelles comme étant *naturelles et immuables* ?... Quitte à *se résigner* à subir ses dysfonctionnements et à se soumettre à ses pseudo-solutions, au lieu de remettre en question le système monétaire et financier ! Il semble que oui.

D'abord parce que cette rétrogradation signifie que la solvabilité de la France est jugée à la baisse. En effet, la dette, c'est aujourd'hui à 80% du PIB, alors qu'elle était de 8% à la fin des années 70. Ensuite, parce que, maintenant, la France ne peut emprunter sur les marchés des capitaux qu'à des taux d'intérêt encore plus élevés.

Le drame, c'est que le milieu médiatico-politique ne réinterroge pas l'origine structurelle de cette dette soumise à la machine économique et dont les conséquences sociales, environnementales, et anthropologiques sont dramatiques.

Revenons sur la fonction de la monnaie et son mode de création.

La monnaie : facilite les échanges de biens et de services, en permettant de les reporter dans le temps, et de multiplier les intervenants. De plus, grâce à l'**emprunt** auprès d'un créancier, la monnaie permet d'anticiper la production de richesses. Pour que l'économie fonctionne bien, il est nécessaire d'émettre la quantité de monnaie nécessaire à faire circuler l'ensemble des richesses produites. L'argent n'a de valeur qu'à travers les richesses qu'il permet de faire circuler *et non pas en soi*. C'est pour cela qu'il ne sert à rien d'émettre trop de monnaie, puisque cette dernière aurait ainsi moins de valeur unitaire (c'est l'inflation).

Selon toute logique, ce serait à la communauté civile, donc à l'Etat, de créer la monnaie en fonction des besoins de circulation de richesses. Or depuis les années 1970, pour les Etats occidentaux et surtout depuis le traité de Lisbonne pour L'Europe, les états n'ont plus le droit de « créer leur monnaie », mais doivent « l'emprunter » auprès de banques privées. La condition implicite est que cette monnaie existe déjà, et permet à l'état d'emprunter, tout comme le particulier peut s'adresser à un organisme ayant de l'argent en réserve, mais ce n'est pas le cas. En effet, pour répondre à un besoin de création monétaire, les états achètent à des banques privées l'argent qu'elles n'ont pas, et dont elles facturent l'émission à un fort taux d'intérêt. ***Occultée par le subterfuge d'un vocabulaire qui ne peut s'appliquer qu'à l'économie des ménages, cette scandaleuse arnaque est passée inaperçue pendant 40 ans !***

Cette loi n'a pas été adoptée par hasard. Elle ne répond pas à un besoin naturel, elle a une autre fonction. ***Elle permet à l'oligarchie de s'enrichir par l'intermédiaire de deux leviers.*** D'abord en s'appropriant l'immense part des richesses produites par le capital et les finances au moyen du jeu des taux d'intérêts. Ensuite en augmentant de manière incohérente l'ensemble de ces richesses. La croissance, c'est impeccable pour s'enrichir scandaleusement sans que le peuple n'ait à redire : c'est qu'il ***reste toujours quelques miettes pour les plus pauvres. C'est nettement plus facile que de partager.***

Cette loi a été adoptée parce que ***la dette dope fabuleusement le consumérisme.***

L'endettement des états oblige ces derniers à organiser et structurer l'augmentation du PIB afin d'augmenter leurs recettes fiscales. Sans croissance, pas de taxes. Depuis 40 ans, les pays occidentaux sont peu à peu saturés de biens matériels et vivent avec une croissance artificielle, dont la dette est le moteur. Sans cette dette structurelle, appelée aussi « La Crise » la croissance naturelle aurait été plus équitable et durable, mais aussi plus faible, donc moins facile à répartir inégalement sans que cela ne se voie.

La perte du triple A est présentée de façon opportuniste par le Pouvoir comme la nécessité de

s'engager vers encore plus de croissance pour pouvoir rembourser ! Il ne s'agit pas de retrouver la croissance pour le bien-vivre des humains, mais pour payer les dettes. L'humain était au service de l'économie pour l'économie. Voilà que maintenant cette économie est au service d'une dette ! Bref, l'humain est au service de la dette... et ***de ceux qui en profitent***.

Mais le système atteint les limites de l'écosystème. Tous les pays sont endettés. L'humanité est endettée. Mais envers qui ? Créer de la dette, c'est aussi s'autoriser à ponctionner les ressources de la terre, sans se soucier de leur épuisement progressif. ***La crise de la dette, c'est le choc entre la consommation effrénée des énergies fossiles et les limites imposées par la réalité écologique***. La création de croissance via des produits financiers ne pourra plus durer encore longtemps sans s'appuyer sur des richesses concrètes. La bulle financière est en train d'imploser. Le pic du pétrole est atteint (et il n'est pas le seul), le dérèglement climatique nous accule à la modération. Le capitalisme ne tient pas ses promesses de bien-vivre pour tous. La machine à produire et à consommer est en train de s'enrayer.

Alors, « ils » ne savent plus où donner de la tête. Le communiqué de l'agence de notation qui accompagne la dégradation de la note de la France dit que notre pays doit poursuivre ses réformes structurelles, et en même temps, qu'il n'y a pas assez de croissance en France. C'est la double imposture de la « rilance », à la fois de la rigueur (avec l'inique TVA « sociale » pour augmenter les recettes de l'Etat sur le dos des petites gens et des classes moyennes) et de la relance. La « politique de l'oxymore » au service de l'oligarchie. Le double-bind qui peut tous nous rendre fous si nous n'y prenons pas garde.

C'est en cela que tout ce qui se passe autour des agences de notation est dramatique. Chacun se soumet aux règles d'un jeu qui n'a rien de naturel, au lieu d'en profiter pour questionner à fond les sens de la production, de la consommation et de la monnaie.

Il est donc nécessaire de rendre incontestables ces questionnements. Il est tout aussi important de proposer des pistes de solutions et des outils de transition vers un monde soutenable et serein.

Les objecteurs de croissance s'associent donc, sur le plan national et local, aux organisations qui réclament un audit citoyen de la dette et qui organisent des débats publics. La démarche autour de l'audit est un moyen de casser la "doxa" néolibérale qui fait de la question de l'origine de la dette un tabou. C'est un moyen pour aider le grand public à se saisir du problème, pour exiger l'accès aux documents cachés, pour créer un rapport de forces. C'est une démarche nécessaire pour démonter la propagande officielle.

Inventons un monde soutenable et équitable. Redonnons à la production sa fonction principale : considérons les biens matériels comme les auxiliaires de notre bien-vivre et non pas comme une fin en soi. Redonnons à l'argent sa fonction originelle qui est de faciliter les échanges, en veillant à ce qu'il ne devienne pas la source de conflits sociaux. ***Explorons des pistes et des outils facilitant cette transition, telles que la relocalisation, l'agriculture à échelle humaine, la Dotation Inconditionnelle d'Autonomie*** (le revenu maximum autorisé, la gratuité de l'usage et le renchérissement du mésusage), ***les solutions alternatives locales*** (AMAP, SEL, écoréseaux) ***et les monnaies locales fondantes***.

C'est à la démocratie, via ses institutions légitimes, que doit revenir la tâche de créer la quantité de monnaie nécessaire à faire circuler les richesses produites. **Déclarons la dette illégitime afin de pouvoir sereinement cesser de produire pour produire.**

La société de croissance n'est pas la solution : elle est le problème !

Parti Pour La Décroissance


PARTI POUR LA
DÉCROISSANCE
contact@ml.partipourladecroissance.net
<http://www.partipourladecroissance.net/>

**L'oligarchie a le pouvoir, les banques, les médias et l'argent.
Ayons le nombre !**